Abuja, Nigeria, 21 mars (Infosplusgabon) - Le gouvernement fédéral du Nigeria a annoncé, ce mercredi, que 76 parmi les 110 lycéennes du Collège technologique public pour filles de Dapchi, enlevées le 19 février par des terroristes de Boko Haram, ont été libérées.

Dans un communiqué rendu public mercredi à Abuja, le ministre de la Culture et de l'information, Alhaji Lai Mohammed, a indiqué que les 76 jeunes filles ont été identifiées, et que la libération du reste du groupe était en cours.

Selon lui, les otages ont été libérées aux environs de 3h du matin (2h GMT) grâce à des circuits informels et avec l'aide d'amis du pays. Il a tenu à préciser que cette aide était sans conditions.

"Pour pouvoir les libérer, le gouvernement a clairement compris que la violence et la confrontation ne seraient pas la solution, car cela pourrait mettre en danger la vie des jeunes filles, donc l'approche non violente a été privilégiée.

"Durant la période où les jeunes filles étaient ramenées, une pause opérationnelle a été observée dans certaines zones pour assurer le libre passage et que des vies ne soient pas perdues, expliqué Alhadji Mohammed.

D'après lui, le nombre exact de filles libérées seraient précisées une fois que le reste sera identifié, parce que les filles n'ont pas été remises entre les mains de quelqu'un mais déposées à Dapchi.

On rappelle que ces lycéennes ont été enlevées le 19 février 2018 par des terroristes de Boko Haram à bord d'un convoi de neuf véhicules.

En avril 2014, plus de 200 lycéennes à Chibok ont été enlevées de leur internat. Bien que certaines d'entre elles aient été libérées, les autres restent en captivité.

L'organisation internationale de défense des droits de l'Homme, Amnesty International, a accusé mardi les forces de sécurité nigérianes d'avoir ignoré les mises en garde répétées sur les mouvements de combattants de Boko Haram en direction de Dapchi où les 110 jeunes filles ont été enlevées.

Dans un rapport publié mardi, Amnesty assure que les forces militaires avaient été alertées sur la présence de groupes jihadistes lourdement armés dans les environs et qu'elles ne sont pourtant pas intervenues.

FIN/INFOSPLUSGABON/ERZ/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon